L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

BUREAUX No. 72 RUE DE CHARTRES

MARDI MATIN, 7 NOVEMBRE.

Les français pour Tilden et la réforme.

Nous lisons dans le *Courrier des Etats-Unis* du 2 novembre.

Le grand meeting démocratique français tenu hier soir à New York a dignement répondu à Tammany et à ceux qui semblaient de voir les grands de ce monde lutter pendre la place qui leur appartient dans la grande famille politique des Etats-Unis. La vaste salle d'Irving Hall était pleine jusqu'aux galeries ; tous les sièges étaient occupés et de nombreux auditeurs durent rester debout pendant les intervalles des discours. Près de mille personnes étaient réunies ; les galeries seules étaient désertes. Ce soir qu'elles avaient été réservées pour les femmes ; mais les dames, sauf quelques courageuses, s'étaient abstenues dans la pensée sans doute qu'un meeting politique devrait être une assemblée tumultueuse et peut-être quelques choses de pire. Elles auront ressenties pour une autre fois ; elles auront appris que maintenant une réunion française à New York est toujours un lieu respectable, et, de plus, que même une réunion politique, entre gens bien élevés, peut être une très intéressante et très agréable soirée.

A 8 heures du soir l'assistance était déjà nombreuse. M. F. E. Coudert, président du comité, a ouvert la séance après une introduction par le corps de musique des Gardes Lafayette sous la direction de M. Max Schwab. M. Coudert a exposé l'objet de la réunion, et a commencé par protester contre la pensée, dont l'écho était parvenu à ses oreilles, qu'il y eût une sorte de présomption, de la part des Français, à faire une démonstration politique sous le drapeau français en Amérique. Le droit des Français, a-t-il dit, est incontestable : il est supérieur à celui d'acquérir cette nationalité. Il a été affirmé hautement par un des fondateurs de cette République, par le père de la démocratie américaine, par Thomas Jefferson, qui un mot, qui a dit solennellement que "cette grande nation n'aurait jamais conquis son indépendance sans l'aide de l'épée de la France." Avec cette autorité on peut braver les dédains des myrmidons de la politique, et l'enthousiasme de ton ainé qui s'est manifesté parmi toutes les parties de la population à New York à l'occasion de l'inauguration de la statue de Lafayette, a prouvé que le peuple américain ratifiait la déclaration de Thomas Jefferson. Les Français ont donc droit de prendre place en foyer de ce peuple nos à titre d'étranger, mais comme des membres mêmes de la famille.

L'orateur a heureusement caractérisé les deux partis qui constituent pratiquement l'organisme de la politique américaine. Il s'est élevé contre l'usurpation du titre de républicain par celui de ce parti qui représente la centralisation de l'autorité allant jusqu'à l'absorption de tous les pouvoirs entre les mains d'une oligarchie insolvable. C'est une singulière confusion de termes qui est, en fait, une falsification de l'histoire. Ce sont des démocrates qui ont fondé, constitué, organisé la République qui n'est sortie, à travers tous les dangers qu'elle a courus à son origine, et ce n'est que par une singulière entorse à la langue et à la vérité que le nom de républicain a été pris par un parti dont la carrière n'est qu'une longue conspiration contre les principes républicains. Pour tout dire en un mot, le titre de républicain n'est qu'une dérision, opposé au titre de démocrate. Il y a beaucoup de républicains qui ne sont pas démocrates, mais il n'y a pas de démocrates qui ne soient pas républicains.

M. Coudert a ensuite justifié les préférences des Français pour le parti démocratique en signalant que de ce parti seul la France a jamais reçu quelques témoignages de sympathie. Les républicains au contraire ont en toute occasion montré plus que de la froideur pour tout ce qui était français, et dans notre dernière guerre avec l'Allemagne ils ont cordialement applaudi à nos défaites. Chacun des succès de nos ennemis était salué par eux comme une victoire nationale, et ce la depuis les derniers rangs du parti jusqu'aux plus hauts fonctionnaires du gouvernement, jusqu'au président de la République. Loin de moi, a ajouté l'orateur, l'intention de transplanter en Amérique des querelles et des haines de nationalité. Nous sommes ici sur un terrain neutre, dans un milieu ayant d'autres idées et d'autres intérêts propres, et prêt à coopérer avec tous ceux qui veulent travailler à la même cause que nous dans l'intérêt du pays. Je suis même prêt à reconnaître qu'il y a un degré de légitimité relative dans le triomphe récemment des chances de la guerre ; mais il n'y a aucune justification pour ceux qui ont oublié l'origine de leur propre indépendance, et qui auraient dû s'abstenir d'applaudir à l'humiliation de la France, sinon par un sentiment de sympathie, au moins par un sentiment de pudeur.

Abordant ensuite la politique d'actualité, M. Coudert a dit que au point de vue le plus général, M. Tilden représente la souveraineté nationale dans son élément démocratique, c'est à dire dans l'exercice de l'autorité civile. Le général Hayes, comme son prédécesseur, M. Grant, représente l'élément le plus dangereux pour les institutions libres, le militarisme. La Louisiane et la Caroline du Sud, le gouvernement des baïonnettes et l'état de siége en pleine paix, sont là, sous nos yeux, en ce moment même, pour l'attester. L'évocation du fantôme de la dernière sanglante est une des manifestations de cet esprit d'outrecuidance qui est un des caractères du despotisme militaire, lequel va chercher ses arguments contre la libre discussion et contre la calme raison, dans le souvenir de victoires fratricides que tous les hommes de cœur voudraient effacer de la mémoire des vainqueurs comme de celle des vaincus.

Enfin l'orateur a fait allusion à la misérable condition à laquelle ont été systématiquement réduites les Etats du Sud. La guerre, a-t-il dit, a réglé la seule question qui pût diviser le Nord et le Sud, la question de l'esclavage. L'esclavage a été aboli, il n'existe plus ; sa destruction a été la tâche du parti républicain, il l'a accomplie, c'est bien ; mais cette tâche accomplie, il n'avait plus de raison d'être, il devait savoir se retirer. Il ne l'a pas su ; il a voulu se perpétuer au pouvoir, n'ayant pas de bonnes raisons pour cela il s'est appuyé sur de mauvaises ; il a terni l'éclat des services rendus, et il succombera sous la réprobation des fautes que son obstination lui a fait commettre. Aujourd'hui tout motif de discorde et de division a disparu ; il n'y a que des intolérants factieux qui disparaîtront le jour où s'éveillera la puissance inique dont elles sont l'œuvre. Ce jour n'est pas loin. Dieu merci ; alors rentreront la paix et la fraternité dans les cœurs, et il n'y aura plus pour tous les membres de l'Union américaine qu'un seul pays et une seule famille.

Ce discours, fréquemment applaudi, a été interrompu par un incident qui a considérablement ajouté à l'intérêt du meeting. Tandis que M. Coudert tenait son auditoire suspendu à ses lèvres, a paru le maire de la ville de New York, M. Wickham, appuyé au bras de l'Hon. M. Abram S. Hewitt, président du comité démocratique national. Le maire et son docte prennent place sur la plateforme, l'orchestre a joué le *Hail Columbia* au milieu d'applaudissements et de *hurrahs* assourdissants. M. Wickham a pris la parole, et a remercié l'assistance de l'accueil cordial qui lui était fait. Il avait, a-t-il dit, assisté à des meetings politiques de toute sorte, mais il n'avait jamais vu un meeting français, et sa curiosité avait été vivement piquée.

Il savait que depuis plusieurs mois les Français avaient donné d'abondantes preuves d'affection pour ce pays, et il en avait vu une manifestation éclatante à l'occasion de l'érection de la statue d'un illustre compatriote venu dans ce pays pour l'assister à l'heure du besoin. "Aujourd'hui, a-t-il ajouté, nous combattons encore pour notre liberté, et nous trouvons de nouveau les Français accourant en masse à notre aide. Nous les en remercions." M. Wickham a terminé en disant qu'il avait vu quelques heures auparavant, le gouverneur qui, il l'espérait, serait bientôt appelé le président *(Applaudissements enthousiastes)*, et qui l'avait chargé d'un message. Et, a-t-il dit, Tilden ne s'était pas fait une loi invariable de n'assister à aucun meeting politique, il serait certainement venu ce soir parmi vous. Il vous envoie ses félicitations."

Au maire a succédé M. Abram Hewitt, qui a terminé sa harangue comme suit : C'est un mot d'ordre bon, Messieurs, que nous trouvons le prix, d'apprécier à un haut degré votre intervention opportune et de rechercher votre concours dans nos affaires politiques. Il y a encore dans nos de grandes confusions ; mais pour la vitalité de l'administration publique, et les avantages de la France, nous pour nous des engagements précieux. Ce que nous attendons de vous ici, c'est de nous apporter, non pas une approbation complaisante, non pas des votes de parti pris, mais le concours de votre expérience, et cette indépendance de jugement qui le plus grand tout Français apporte à la critique des actes des hommes et des choses de notre pays. Nous vous prendrons aussi notre propre de vous aider librement au milieu de nos combats, parce que nous pensons que vous avez le droit d'un changement dans la marche du gouvernement ; mais nous sommes fiers premiers à vous reconnaître le droit même usage de votre bulletin de faire de et le pouvoir de parti démocrate pour si un jour il en arrivait ainsi, ce serait pour le bien-être de la nation, et rangerons et trouverons encore confiance et la vôtre.

Ces paroles, bégayées déjà et bien sentiment français, ont été saluées avec une profonde émotion, qui s'est traduite par de longs et bruyants applaudissements. M. Hewitt a ensuite brièvement entretenu l'assistance des questions à l'ordre du jour et a rendu la parole au retirant à M. Coudert, qui a terminé son discours interrompu.

On a ensuite entendu M. Hagnet et M. H. Chalvis, et le strie des discours a été terminée par une éloquente harangue de M. L. Mercier.

On lit dans le *Times* de Chicago du 29 octobre :

"Les clubs démocratiques français dont le siége est ici, et qui se réunissent au No 1,000 North Halsted street (De 200 à 300 membres environ) sous la direction de M. Charles Andrieux, s'apprêtent à donner demain soir un grand meeting politique. Les orateurs annoncés sont faits à l'adresse des résidents français des wards, où vit de leur nombreuse population.

J'ai compris dernièrement, depuis que j'ai vu les noms de différents hommes qui sont sur le point de [illegible] que je n'en étais faite jusqu'ici, et qu'ils m'ont été à mon [illegible] ; mais je vois que ce [illegible] pour le présent mais [illegible] pour le présent mais [illegible]

Jusqu'à présent [illegible] Chicago.

Le lieutenant-général Sheridan est à Chicago.

Le général Sherman est à [illegible]

Le président Grant [illegible] Washington.

Le président [illegible] Washington.

Le président [illegible] Washington.

Le président